

▲ Construction

La grande construction et le génie civil ont le « blues »

L'Association des entrepreneurs belges de grands travaux (Adeb) regroupe les 60 plus grandes entreprises du génie civil et du bâtiment. Dans le monde de la construction qui totalise quelque 272.000 emplois auprès de 97.000 entreprises, l'Adeb représente 17.000 personnes, pour un chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros (15 % du CA global de la construction).

Dans le sillage de Batibouw, l'Adeb vient de publier son baromètre annuel, le deuxième du genre, sur la confiance de ses dirigeants. Que dit-il ? Sortez vos mouchoirs... On apprend ainsi que 68 % de ceux-ci sont inquiets quant à l'avenir de leur entreprise, qu'une entreprise sur trois devrait licencier du personnel en 2015, et que les patrons pointent du doigt un manque de vision politique à long terme.

Pessimisme et inquiétude sont donc à l'ordre du jour à l'ombre des pelleteuses. Il y a un an, ils n'étaient « que » 36 % à envisager l'avenir en fronçant les sourcils. « L'inquiétude croît donc fortement au sein des grandes entreprises », exprime Didier Cartage, le directeur général de l'Adeb. *Les raisons sont multiples : la concurrence sur les prix, le manque d'investissements publics, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la sécurité sur les chantiers et les retards de paiement. Aujourd'hui, les carnets de commandes sont vides, les commandes publiques sont au point mort et les reports de projets s'accumulent...* » En ce qui concerne le chapitre « embauche », seuls 23 % des patrons devraient engager du personnel car leur entreprise a démarré de nouveaux chantiers cette année.

Plusieurs points les préoccupent fortement. Le coût de la main-d'œuvre en est un. « Quand vous savez qu'un ouvrier belge

coûte 36 euros par jour et qu'un ouvrier étranger, en ordre par rapport à la législation, n'en coûte que 25, vous comprenez pourquoi il y a lieu d'être inquiet », précise notre homme.

Privilégier les PPP

Autre source d'inquiétude : la baisse des investissements publics qui n'atteignent plus en Belgique qu'1,6 % du PIB, ce qui est nettement en dessous de la moyenne européenne (3 %). De 2010 à 2014, l'Adeb relève que le volume de soumissions publiques a baissé de 32 %. « En 2013 et 2014, les demandes de soumissions d'Infrabel et de la SNCB ont été quasiment à l'arrêt », précise Marc Peeters, le président de l'Adeb. *Et pour les travaux d'infrastructure, Infrabel va encore baisser ses investissements d'ici 2019. D'une manière générale, on prévoit une baisse de 15 % de l'investissement public d'ici quatre ans, soit une perte de 930 millions d'euros...* »

Mais l'Adeb fait encore remarquer que cette situation est d'autant plus déplorable qu'un investissement dans le secteur de la construction et de l'infrastructure est le plus grand soutien qui soit pour l'économie belge en général. Une étude démontre que pour 100 millions d'euros investis dans le secteur de l'infrastructure, ce sont 313 millions d'euros qui sont produits dans le pays (dont 23 millions en reflux vers le trésor public).

Les patrons de l'Adeb citent plusieurs solutions à la crise : une vision politique à long terme, un financement des projets à travers les PPP, ces fameux partenariats entre le public et le privé qui sont vus aujourd'hui comme les seules solutions d'avenir en matière de gros chantiers, et la recherche de financements alternatifs.

PAL

